

XII. Précarité et vulnérabilité alimentaires

Pierre JANIN¹⁰⁵

François de Charles OUEDRAOGO¹⁰⁶

Le module « alimentaire » vient en complément de l'enquête « mobilités et sociabilités » en milieu urbain. Cet adossement lui confère son originalité et implique des choix conceptuels et méthodologiques que cette introduction précise et justifie.

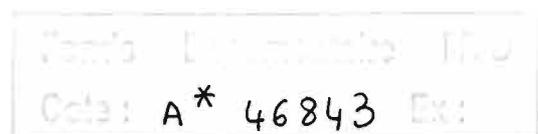
A. Les choix conceptuels et méthodologiques d'enquête

1. L'économie spatiale et résidentielle de l'insécurité

- **Insécurité alimentaire en rapport avec les pratiques migratoires et de mobilité intra-urbaine.** Le socle de l'enquête mesure un large éventail de pratiques urbaines de la mobilité, qui font système au sens où chaque individu, chaque unité résidentielle, et partant chaque quartier dans la ville, composent une association particulière de mouvements quotidiens, de pratiques résidentielles, de migration interne ou internationale. Or certaines situations migratoires peuvent être source de fragilité alimentaire : déplacements longs dans la ville qui changent les pratiques alimentaires, isolement et/ou fragilité sociale ou économique des migrants, absences ou présences temporaires et saisonnières dans le logement, multi-résidences qui changent les solidarités ou obligations des individus en matière de préparation des repas ou de leur prise en charge... En retour, le confinement ou le déplacement des bouches à nourrir est susceptible de soulager momentanément des pénuries d'aliment, pas seulement pour trouver les ressources pécuniaires supplémentaires. La mobilité est une des réponses à des chocs économiques ou sociaux qui mettent l'alimentation en difficulté.
- **La socio-économie des pratiques et du risque alimentaires.** Le protocole de suivi des mobilités introduit plusieurs modules qui décrivent l'équipement du logement, les traits démographiques des individus, leur capital humain et leur rapport au travail. Le profil socio-économique des occupants des logements, et donc de la ville, est bien documenté ; il est, de surcroît, complété par une description fine et représentative du capital social des individus. Trois cercles sont reconstitués et mesurés : le cercle résidentiel (logement), le cercle de la parenté (famille nucléaire, fratrie) soit le capital social hérité, et le cercle élargi et construit des échanges et contacts développés par des projets migratoires, des pratiques professionnelles, aides... Les échanges monétaires et de services sont évalués. Les fragilités alimentaires comme les pratiques pour les surmonter ont une dimension sociale et économique que les différents modules peuvent préciser. Elles peuvent varier également en

¹⁰⁵ Géographe, Chargé de Recherche, Institut de Recherche pour le Développement, UMR201 « Développement et Sociétés » (Université Paris I, Panthéon-Sorbonne / IRD)

¹⁰⁶ Géographe, Maître de Conférences, Université de Ouagadougou



fonction du cycle de vie, du genre, de l'activité, de l'éducation et du passé migratoire connu par des enquêtes biographiques.

« Quand j'ai marié mon mari, et jusqu'à la naissance de mon deuxième enfant, on achetait pour manger. Puis, il y a eu une évolution [on préparait]. Mais il y a deux ans, cela a calé, jusqu'à l'hivernage 2008. On a recommencé à acheter des plats jusqu'en octobre » (entretien du 26 mars 2009, quartier Naagbuudin).

- **Une approche multi-niveaux.** Le module alimentaire est passé auprès des individus, pas exclusivement auprès des chefs de ménages ou préparatrices des repas. Le souci est de repérer des habitudes individuelles (prises de repas à l'extérieur, préparation personnalisée...) et des discriminations fines des fragilités selon le sexe, l'âge, l'éducation, le rapport au travail... Ce niveau d'observation est indispensable pour saisir de nouvelles pratiques résidentielles urbaines (multi-résidence, colocation) propres à différentes générations de migrants ou à des familles nucléaires. Il est requis pour une approche générationnelle ou générique des fragilités alimentaires ou de leur perception. Ce n'est pas la seule puisque l'unité résidentielle du logement est l'unité statistique de référence de l'enquête, et qu'elle englobe des ménages ou des foyers indépendants.
- **Des fragilités urbaines ?** Le protocole d'enquête prend un instantané du peuplement de Ouagadougou début 2009, sur la base d'un sondage aréolaire adossé à une reconnaissance préalable de l'espace intra-urbain à des fins cartographiques. Cela conduit à deux considérations. Celle d'abord de particularités de la précarité urbaine face à l'alimentation, due par exemples à l'étalement de la ville (mobilités quotidiennes en rapport à la localisation dans la ville), des modes d'approvisionnement des aliments, des relations au travail (informalité, multi-activité...). La dimension territoriale ensuite de la ville, de sa composition sociale, des mécanismes de son extension. Tant la conception de l'enquête que le traitement statistique doivent aboutir à une cartographie fine des fragilités alimentaires que de leur relation avec leurs composantes démo-économiques. L'hypothèse ici envisagée à l'aide des modèles mixtes multi-niveaux et celle d'une variabilité spatiale des tenants et aboutissants de l'insécurité alimentaire.

2. *Les dimensions privilégiées de l'insécurité alimentaire.*

Si on se réfère aux études de la pauvreté, ainsi qu'aux études sur l'insécurité alimentaires, trois grandes approches se dégagent, en simplifiant de manière sans doute excessive pour une étude dont ce thème n'est pas central.

- La première évalue, souvent en produisant des indices synthétiques, les **précarités** que l'on peut attribuer à des déficits de capital humain, la situation professionnelle, un capital social étriqué, l'âge, la situation familiale... Ce sont des facettes qui sont bien documentées par les modules principaux de l'enquête « Ouaga 2009 », si l'on réussit à préciser les risques alimentaires. Plutôt que de se limiter à la seule appréciation de cette insécurité (envisagée à la suite), le présent module prend le parti d'apprécier d'abord les pratiques alimentaires *individuelles*. Dans le contexte urbain, tout porte à penser que le risque d'inaccessibilité alimentaire n'inspire pas seulement des pratiques collectives, celle du responsable du

ménage ou de la cuisine. Ces pratiques sont saisies à deux échelles. Celle du lieu, tout d'abord, défini sur le critère de la résidence et le travail principalement ; une spatialisation du regard porté sur les pratiques alimentaires. La seconde composante est celle du partage ou non de la prise d'aliments ou des repas, mais aussi de la prise en charge pécuniaire selon que l'on est invité ou contribuant. Dans cette perspective des précarités, la pratique devient une composante de cette fragilité, en même temps qu'elle peut être mise en relation avec les autres formes de précarités économiques ou démographiques ; également celles introduites par les pratiques des mobilités résidentielles ou quotidiennes.

- La seconde dimension, de l'appréciation de la pauvreté en général, et de l'insécurité alimentaire dans cette enquête, est abordée en termes de **vulnérabilité**. Elle se manifeste à l'occasion de chocs économiques qui pèsent sur les ressources ou les dépenses, et de manière plus générique en période de hausse conjoncturelle ou saisonnière des prix. La seconde partie du module consiste donc à retrouver les stratégies effectivement mises en œuvre par Ego à la suite d'un de ces incidents ou mauvais coup du sort. Les stratégies envisagées s'inspirent des études sur l'insécurité alimentaire menées en termes de « *coping strategies* » (Maxwell 1996 ; Maxwell and *al.* 1999), mais avec de sensibles modifications pour les recadrer conformément aux choix de l'étude.
 - Tout d'abord, dans l'ordre de nos préoccupations, les stratégies qui consistent à réduire le nombre de bouches à nourrir, notamment par migration, confiage, multi-résidence, voire auto-éloignement des dépendants. Il en résulte une modification de la composition du groupe, résidentiel dans notre cas, et donc une légère altération du peuplement ou de la composition du quartier ou de la ville.
 - Une autre réaction, plus commune sans doute, consiste à changer la composition des repas en ayant recours à des aliments moins chers, moins appréciés.
 - La réduction des parts, de leur fréquence, vise un ajustement sur les quantités consommées, du moins pour certaines personnes ; avec des risques plus grands d'inégalités.
 - Enfin, pour des échéances peut-être plus courtes, la pénurie d'argent ou d'aliments sera contournée par une recherche de ressources nouvelles (monétaires par le recours au crédit ou au don, à des activités supplémentaires), de nouvelles solidarités en partageant autrement les repas...

Ces réponses/stratégies sont déclinées selon deux échelles de temps : une première liée à la hausse des prix (exprimée sous le vocable « vie chère ») depuis l'année 2007, qui inspire des adaptations sur la durée envisagées par tous ; des réductions de revenu plus ponctuelles, et surtout plus individuelles et aléatoires (perte d'emploi ou arrêt des activités, départ d'une personne en charge des repas, décès, dépense exceptionnelle suite à un événement familial,...). Afin de construire un indicateur ou index pertinent et efficient, il serait souhaitable de nuancer chaque réponse par des critères de durée ou fréquence, puis de pondérer les différentes alternatives (par des focus group).

- La troisième dimension de l'insécurité alimentaire envisagée est celle de l'**incertitude perçue** par les habitants de Ouagadougou, pour l'année 2009, et donc avec une préoccupation prospective (Brunel 2005, Briand 2007). L'écart entre l'insécurité vécue et perçue peut varier selon sa position sociale, générationnelle, ses responsabilités alimentaires envers une famille ou un groupe de co-résidents ainsi que selon la nature des expériences (sentiment de soi

face aux échecs et aux réussites). La difficulté est, bien sûr, d'en apprécier l'intensité à la façon d'un risque, en fonction de son intensité (plusieurs sources de préoccupation), de sa durée sur l'année, l'éventail des solutions à y apporter. La durée annuelle retenue vise à ce calibrage, mais aussi à disposer d'une référence identique à l'exposition au risque d'insécurité saisie en rétrospectif dans les questions précédentes.

3. La méthode d'analyse

La conception du questionnaire, mais aussi son analyse, ne sont pas dissociés du socle principal dont l'objet est l'étude des mobilités. Dit autrement, l'objet du module n'est pas tant de définir des groupes à risque et de produire des mesures de l'insécurité alimentaire (niveaux et intensité), mais plutôt d'en comprendre les composantes et implications démographiques, socio-économiques et, bien sûr, urbaines. Or d'*Ego* dont on apprécie les pratiques et la vulnérabilité alimentaire, on sait beaucoup de choses au-delà des caractéristiques socio-économiques classiques. Ses trajectoires biographiques sont reconstituées, tout comme la dispersion géographique de sa fratrie, de son capital social. Divers champs de recherche s'ouvrent pour comprendre les avatars particuliers de la vulnérabilité alimentaire urbaine, et tout particulièrement en rapport avec les migrations qui font la ville.

Un effort préliminaire a été entrepris pour calculer des **indices** numériques de vulnérabilité et d'incertitude, il existe une importante littérature pour nous y aider. Cependant, dans la perspective qui est la nôtre, les indices servent moins aux comparaisons internationales ou aux diagnostics, qu'à la qualification simple des groupes sociaux, des générations. La variable à expliquer, l'indice d'insécurité, étant continue, des régressions sont facilement envisageables pour dresser le profil des personnes à risque. Néanmoins, une cartographie de ces indices est prévue, selon un découpage calibré sur l'échantillon (lui-même conçu pour être représentatif de l'espace).

Les descripteurs des pratiques et des vulnérabilités sont relevés de manière à disposer de tables de contingence qui mettront en relation le couple lieux/partages dans le premier cas des pratiques donc, et du couple choc/réponse dans le second cas. Ces relations peuvent être appréciées sur une troisième échelle temporelle de fréquence ou de durée. Elles seront analysées par une analyse de correspondance, assortie de variables qualifiantes de nature socio-démo-économique. Des ACM sont également envisageables.

Selon les résultats de cette analyse descriptive et exploratoire, une analyse multi-niveaux est en cours afin de :

1. Différencier dans l'espace les discriminations sociales de la vulnérabilité alimentaire, pour autant qu'elles s'y inscrivent. Si c'est le cas, des indications sur la localisation des fragilités particulières pourraient être dégagées : femmes seules en espace non loti, familles nombreuses en zone périphériques...
2. Contextualiser les précarités, les vulnérabilités en relation avec le champ d'incertitudes.

4. Les compléments d'enquête

Un effort a été réalisé, à compter du mois de mars 2009, pour renseigner la dimension qualitative de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, par des entretiens individuels, menés dans une quinzaine de logements, répartis de manière non exclusive dans tous les secteurs de la ville.

Les logements, représentant des situations contrastées en termes de pratiques alimentaires (niveaux de dépenses et de consommation alimentaires) comme de stratification socio-économique, ont été privilégiés afin de mieux identifier les facteurs de risque et leurs effets.

Ces unités de résidence ont été identifiées à partir d'un ensemble d'indicateurs¹⁰⁷, extraits de l'enquête de base auprès de 2.000 logements, réalisée en janvier et février 2009.

Cette enquête qualitative a permis de préciser certaines hypothèses, précédemment formulées, concernant la sécurité des approvisionnements (plus faible en milieu urbain que rural) et la fonctionnalité des échanges alimentaires (sensiblement dégradée), deux points particulièrement stratégiques en milieu urbain.

Les discussions ont été structurées autour des différents points stratégiques dans le domaine de l'alimentation courante de l'unité de résidence et des pratiques individuelles :

- approvisionnement,
- préparation et consommation,
- échanges avec la fratrie, la famille élargie et les amis,
- revenus, dépenses courantes et exceptionnelles,
- perceptions de la crise et représentations de la faim.

Les entretiens ont généralement eu lieu le soir, dans la cour, avec les femmes (épouse, mère, nièce,...) chargées d'effectuer les achats au marché et de « préparer la popote », en présence des référent-logements (généralement le chef de ménage) qui ont souvent été enquêtés, eux-mêmes, en parallèle.

B. La vulnérabilité alimentaire urbaine : délimitations

En 2008, la faim a fait son retour dans les agendas médiatiques et politiques et, avec elle la question des limites (Janin et Gibling 2008) : celle des ressources pour des dépendants alimentaires toujours plus nombreux comme celle de la capacité des familles à supporter la précarité alimentaire dans des pays où l'ensemble des filets sociaux se révèlent déliquescents.

Ce contexte de hausse brutale importée des prix des denrées de base n'est pas sans rappeler les effets sociaux et économiques de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 (Akindès 1999).

Le risque d'insécurité alimentaire est donc plus que jamais un enjeu sociétal et politique pour les gouvernants (Janin et Suremain 2005). De ce fait, cela revient aussi à remettre en exergue la question

¹⁰⁷ Statut dans le logement, type de bâti, niveau général d'équipement, statut matrimonial, statut migratoire, mobilité résidentielle à Ouagadougou, niveau d'études, activité principale, moyen de transport, situation alimentaire en 2008, nombre de parents-ressources, nombre d'autres personnes-ressources.

de la gestion localisée et anticipée des pénuries pour laquelle les approches en termes de « vulnérabilité » se révèlent pertinentes et adaptables.

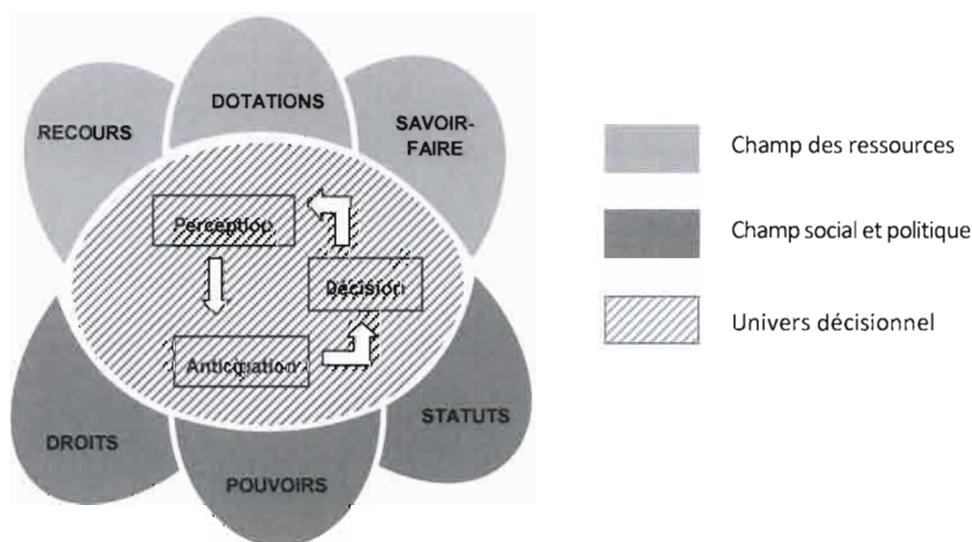
1. Les champs de la vulnérabilité

La vulnérabilité alimentaire (et son corollaire la résilience) est devenue depuis près de deux décennies, une dimension exploratoire, particulièrement novatrice, de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans de nombreuses disciplines (Adger 2006 ; Alwang and *al.* 2001 ; Dilley and Boudreau 2001 ; Manyena 2006 ; Polsky and *al.* 2007).

Pas moins d'une centaine de définitions existent, communément utilisées par les chercheurs, les experts et les décideurs. Elles intègrent presque toutes les notions d'aléas, d'imprévu et d'incertitude, ainsi que les facteurs d'exposition, de sensibilité et de réactivité d'un agent à de tels phénomènes (Birkmann 2007). Le risque étant, pour sa part, à proprement parler l'expression spatiale, temporelle d'un tel aléas sur un agent ou un territoire donné (Janin 2008a et 2009b). La vulnérabilité peut donc faire l'objet d'analyses prenant appui sur des déterminants, des trajectoires, des interactions et des contextes (Brooks and *al.* 2005), afin d'en saisir toute la complexité à différentes échelles d'analyse spatiale et temporelle (Timmer 2000).

Plus récemment encore, les chercheurs et les experts ont développé des outils méthodologiques explorant ses dimensions individuelles de perception, de capacité et de réalisation. Ces différentes approches finalisées visent davantage à hiérarchiser des niveaux de risque (mal identifié et mal mesuré) pour des actions prioritaires ciblées qu'à analyser, dans le temps et dans l'espace, les interactions entre les phénomènes.

Pour notre part, trois champs fondateurs sont à considérer dans la compréhension de la vulnérabilité alimentaire urbaine.



- Le premier renvoie à la dimension la plus commune et la plus apparente de l'insécurité alimentaire : celle des **ressources** ou des **dotations** effectivement mobilisées et potentiellement mobilisables en cas de manque permettant d'apprécier le niveau de précarisation. Elle s'apprécie par rapport à l'ensemble des stocks matériels (argent, denrées,

bétail, biens) ou immatériels (savoir-faire, connaissances, information) que l'on peut mesurer collectivement (pour le ménage ou le logement) ou s'efforcer d'appréhender plus finement à l'échelle individuelle. Elle intègre aussi la nature des **réponses** tactiques conjoncturelles apportées par les actifs pour faire face au manque de nourriture : vente de biens, utilisation de l'épargne, recours au crédit, demande d'aide, surcroît d'activité,...

- Le deuxième champ, moins visible, est au cœur de la construction et de la reproduction des inégalités alimentaires. Il s'intéresse essentiellement aux **modes de redistribution** des ressources (aliments, argent, dons,...) **et d'accès** aux facteurs de ressources (travail, logement, relations,...) et aux éventuelles confrontations qui en résultent. Il entend montrer combien la nature hiérarchique des pouvoirs, les différences de statuts (sexe, classe d'âge,...) et l'état des rapports de force existants participent aussi à la délimitation des droits alimentaires. Cette proposition n'est pas à négliger dans des sociétés urbaines, où chaque consommateur est enserré dans un **ensemble de droits et d'obligations** et cherche parallèlement soit à s'en détacher (individuation et autonomisation), soit à en tirer partie (maximisation sous contrainte). Ce champ opère donc comme un filtre discriminant, aggravant parfois la vulnérabilité, la réduisant en d'autres circonstances.
- Le dernier champ reste sans doute le plus difficile à aborder par des enquêtes rapides et quantitatives. Il s'efforce de prendre en compte les **temporalités décisionnelles** des agents en fonction de leurs **logiques** et de leurs **perceptions** propres, sans nier l'importance des contextes situationnels dans lesquels ils évoluent (Janin 2009b), et en cerner les effets. Cet aspect est particulièrement important pour des individus qui évoluent dans un environnement économique fluctuant, social contraint et informationnel imparfait, toute décision générant une part de risque. Il s'intéresse aussi au **ressenti différentiel** des agents face à un risque d'insécurité alimentaire, à la fois aléatoire (dans son imminence) et récurrent (dans sa survenance). C'est dans ce domaine, aux frontières de la psychosociologie et de l'économie des affects, que la collecte individuelle prend toute son importance.

Cette grille d'analyse conduit donc à considérer la vulnérabilité alimentaire comme un phénomène hérité (la manière dont on fait face aux chocs et aux aléas) mais également comme un processus évolutif (la manière dont on perçoit et on agit en situation de crise) au carrefour de temporalités multiples (court, moyen et long termes).

2. Les spécificités urbaines de la vulnérabilité

Si le concept de vulnérabilité s'applique aussi bien aux territoires qu'aux sociétés, il possède certaines spécificités liées au milieu urbain (Moser 1998 ; Maxwell 1999). Les modalités d'approvisionnement et de ravitaillement diffèrent tandis que les régulations marchandes et politiques s'affirment (Atkinson 1995).

Ainsi, **en milieu rural, le risque d'insécurité alimentaire présente un caractère relativement cyclique et saisonnier**, voire parfois routinier. Certes, on ne peut prévoir, à l'avance, la durée effective de la « soudure alimentaire », ni son intensité, mais on « s'y attend » intuitivement et l'on peut s'y préparer. De fait, les périodes de manque, hors accident bioclimatique (sécheresse, attaques de

cricket) ou événement familial (maladie, accident, départ en migration), sont plus facilement prévisibles et peuvent permettre certaines anticipations dans la prise de décision comme dans la nature des recours à envisager.

Les unités d'habitat (concessions) sont généralement vastes, associant différents segments de lignage et un grand nombre d'actifs ; certains sont des dépendants alimentaires, d'autres travaillent quotidiennement tandis que d'autres organisent la vie familiale (Janin 2008b). Ces concessions rurales présentent donc une gestion sociale complexe des ressources alimentaires et des facteurs de production agricole. Cette complexité s'explique aussi par la multiplicité des lieux de production (parcelle) comme de stockage (grenier), la diversité des types d'élevage mais plus encore par les disparités de sexe, d'âge et de statut impliquant différents niveaux de droits et d'obligations.

C'est pourquoi, elles sont susceptibles de jouer un rôle protecteur et amortisseur en cas de crise ou de défaillance de certains membres : les facteurs de production alimentaire peuvent être gérés collectivement et les ressources alimentaires peuvent être mutualisées. Tout dépend de la nature des régulations sociales en place et des rapports de pouvoir existants au sein du groupe. Et même si l'approvisionnement alimentaire des ruraux dépend, en période de soudure, d'achats céréaliers sur le marché, la production vivrière familiale permet d'assurer une contribution déterminante à la sécurité alimentaire.

La précarité des moyens d'existence est globalement forte même si les inégalités réelles restent difficiles à appréhender, dans la mesure où la richesse et la pauvreté ne s'énoncent pas dans les sociétés rurales à base communautaire. Rarement confrontée à des signes extérieurs de richesse (logement, biens d'équipement et de consommation), la pauvreté ne génère pas le même ressenti qu'en ville, où elle pèse d'un plus grand poids moral (frustration et ressentiment) et socio-politique (insécurité et violence). La ville est donc bien le territoire vécu des inégalités (Janin 2001).

En milieu urbain, la problématique de la faim diffère donc quelque peu. **Les périodes d'approvisionnement difficile sont plus nombreuses, plus aléatoires et plus incertaines**, étant donné la diversité des paramètres en jeu. Elles peuvent, en effet, résulter d'une perte nette brutale de capacité d'accès de l'individu, consécutive à une diminution momentanée de ses revenus ou à la perte d'un soutien familial (Briand 2007). Mais ces difficultés d'approvisionnement peuvent aussi être fortement liées à une modification conjoncturelle de l'offre alimentaire : en 2008, par exemple, la hausse brutale du prix des denrées de base (importées comme locales) a fragilisé les économies familiales et a aggravé la précarité alimentaire. Enfin, un lieu de résidence excentré, dans un quartier « dortoir » et populaire, peut se révéler fortement handicapant (car il est susceptible de générer des surcoûts pour les déplacements et les achats alimentaires).

Autre point d'importance, les unités de résidence disposent rarement de stocks céréaliers (riz, maïs) dépassant les trente jours tandis que les condiments utilisés pour « faire la sauce » sont achetés au jour le jour. La majorité des ménagères fonctionne donc à « flux tendus » avec un faible niveau de sécurité financière et alimentaire. En effet, l'effort d'épargne – lorsqu'il existe – reste fragile et reste sous la menace d'un éventuel retournement de situation professionnelle (mévente, perte d'emploi) ou familiale (décès, rupture, départ, divorce).

Cette vulnérabilité alimentaire renforcée s'explique aussi par le processus de nucléarisation des unités domestiques, généralement petites, et l'émiettement des solidarités actives. Ce phénomène, relativement ancien, aggravé par l'exode rural et la précarité socio-économique, est bien marqué.

Les unités de résidence enquêtées sont de taille modeste et les actifs se retrouvent souvent seuls pour manger (cf. Tableau 1). De plus, alors qu'au village il est rare d'être exclu du plat, dans la mesure où les liens de parenté comme d'entraide restent forts, les recours sont plus aléatoires et moins consistants en ville.

Tableau 33: Partage des repas

	Matin	Midi	Soir
<i>Seul</i>	37,2	40,2	25,2
<i>Avec la famille et/ou des co-résidents</i>	60,5	54,9	72,4
<i>Avec des amis non co-résidents</i>	2,3	4,9	2,3
<i>Ensemble</i>	100,0	100,0	100,0

Source : 4778, 6063 et 6266 réponses respectives.

Le risque de ne pouvoir « manger à sa faim » est encore renforcé par l'effritement des liens avec le village d'origine, les membres de la fratrie et la famille élargie. D'où l'importance accordée à la création et la pérennisation d'un tissu social de proximité dans le « quartier » par exemple. Dans le même temps, chaque individu adulte est confronté à une multiplicité des demandes extérieures dont il ne peut s'extraire sans faire preuve de sélectivité et d'indifférence.

C'est pourquoi, la vulnérabilité alimentaire urbaine doit être appréhendée en s'appuyant sur les points suivants : rôle déterminant des prix et du pouvoir d'achat, importance de la régulation marchande et politique de l'approvisionnement, fragilité des filets sociaux de sécurité (Maxwell 1996).

C. La précarité alimentaire au quotidien : descriptions

1. Manger pour (sur-)vivre

Les données de l'enquête de base comme les entretiens montrent, s'il en est, que l'on mange d'abord pour survivre et reproduire sa force de travail. La quantité de nourriture disponible prime, presque toujours, dans le sentiment de satisfaction alimentaire, la qualité des ingrédients énergétiques (viande) et le goût venant en deuxième plan au même titre que la notion du « manger ensemble » qui constitue néanmoins un enjeu important de sociabilité.

La précarité alimentaire est à envisager selon trois aspects : du volume de la ration, de la diversité des aliments, de l'accessibilité (économique comme sociale) aux denrées.

Toute la difficulté est de faire coïncider, à chaque repas, le nombre de bouches à nourrir et la taille du plat. Pour ce faire, on peut moduler sur la présence ou non de viande et de poisson (afin d'augmenter le volume de riz ou de farine de maïs), demander à certains de « se débrouiller » au dehors, utiliser les restes de la veille au soir.

« Si cela ne suffit pas à chacun, il va aller dehors compléter. Ce qu'on a préparé ne suffit pas. Avec un demi kilo de riz, les enfants vont remplir leur ventre mais pas moi » (entretien du 26 mars 2009, quartier Songnaaba).

« Ne pas manger » est une réalité difficile à apprécier. A la fois parce que les pratiques de « grignotage » sont fréquentes en ville (sans être toujours considérées comme un acte de consommation) et parce qu'elle expose l'individu au discrédit social (dès lors que le partage et la solidarité sont érigés en vertu morale ou religieuse).

« Si je gagne 2.000 ou 3.000 francs CFA, je peux payer deux ou trois yorouba. On prépare deux et on laisse un pour demain ; mais c'est pas tous les jours que l'on peut gagner. Il y a des fois, on ne prépare pas. A midi, on n'a rien préparé ; on a préparé hier, on a pris cela la matinée. Ça a toujours été comme ça, mais cette année, c'est plus dur. (...) Le matin, c'est ce qui reste que l'on mange (...) Nous [les parents adultes], c'est pas forcé qu'on mange, mais les enfants, c'est obligatoire » (entretien du 19 mars 2009, quartier Balkuy).

Si la proportion d'individus n'ayant pas mangé est très faible pour les repas de midi et du soir, le « petit déjeuner » est inexistant pour près d'un quart des individus interrogés ou alors « c'est ce qui reste que l'on mange » (entretien du 17 mars 2009, quartier Balkuy). De même, la présence de protéines animales, même en faible quantité, dans le plat constitue un élément important d'appréciation de la précarité alimentaire comme des inégales capacités d'accès des individus (même si la viande ou le poisson reste souvent accessoire dans la sauce en raison des faibles montants monétaires consacrés)¹⁰⁸.

Tableau 34 : Nature du repas pris la veille

Rappel des dernières 24 heures	Matin	Midi	Soir
Ne mange jamais	14,1	0,7	0,4
N'a pas mangé	8,9	4,5	2,2
A mangé un sandwich	10,6	0,7	0,8
A mangé un plat sans viande, ni poisson	28,8	41,1	42,8
A mangé un plat avec viande ou poisson	17,5	49,8	49,4
A mangé autre chose	20,1	3,2	4,4
	100,0	100,0	100,0

Source : respectivement 6330, 6417 et 6439 réponses

A Ouagadougou, les ménages urbains ont le choix entre quatre céréales de base (riz, maïs, mil, sorgho) et une légumineuse (haricot), le manioc et l'igname étant consommés de manière épisodique, à l'occasion des fêtes et des cérémonies ou à l'extérieur. Les consommateurs alternent, d'un jour sur l'autre, lorsqu'ils le peuvent la préparation du riz et du tô de maïs qui ont leur préférence.

L'alimentation des Ouagalais est caractérisée par une grande monotonie/stabilité des préparations alimentaires familiales. Ce qui correspond, pour les nutritionnistes, à des indices faibles de diversité et de variété alimentaires (5 à 6 groupes d'aliments représentés sur un ensemble possible de 14), avec des variations atténuées selon niveau socio-économique (Becquey et Martin-Prével 2008). Même pour les individus ayant les niveaux de formation, d'éducation et d'information les moins élevés, le sentiment de « mal manger » paraît évident :

¹⁰⁸ Dans la moitié des logements enquêtés, les achats de viande ou de poisson sont très irréguliers : dans le meilleur des cas une fois par semaine et toujours « lorsque l'on gagne », c'est-à-dire « lorsque l'on a de la chance (d'avoir de l'argent ou d'être aidé) » (entretien du 23 mars 2009, quartier Nonsin).

Une épouse déclare : « c'est le riz seulement. Mon ventre est bien. Si c'est du tô ; je vais manger aussi. Il n'y a pas autre chose ». Elle entend par là que si le riz est plus apprécié que le tô, ni l'un, ni l'autre ne permettent véritablement de « bien manger » (entretien du 26 mars 2009, quartier Songnaaba).

Une autre ajoute : « je ne mange pas bien, car manger du tô à midi et du riz le soir, ou la même sauce, ce n'est pas intéressant » (entretien du 20 mars 2009, quartier Sanyiri).

Une autre encore : « bien manger, c'est quand on est satisfait de manger. Mais je ne sais pas quand. (...) Ma famille ne mange pas bien (...) Je vais manger « бага » [de la bouillie] et dire que j'ai bien manger ? J'ai bourré mon ventre seulement » (entretien du 23 mars 2009, quartier Nonsin).

Même si l'alimentation est généralement le premier poste de dépenses monétaires (sauf pour les catégories sociales plus aisées), l'argent disponible pour se nourrir dépend d'un ensemble d'autres éléments contraints (loyer, transport, scolarité, santé,...), voire d'imprévus (visite d'un parent, accueil d'un enfant à scolariser, hospitalisation,...). Il convient, en effet, de ne pas oublier que chaque ménage s'insère dans des réseaux de sociabilité (fratrie, famille élargie, amis, voisins), avec lequel il faut compter et qui agissent comme autant de matrices, où s'exercent un ensemble de droits et d'obligations inégalitaires.

C'est pourquoi, le manque de nourriture s'inscrit dans le cadre habituel de fonctionnement des budgets familiaux. Mieux, dans le contexte de hausse des prix qu'a connu l'année 2008, les temporalités d'action semblent s'être même rétrécies : afin de mieux gérer le niveau des dépenses alimentaires, les achats sont réalisés au jour le jour et les stocks ont singulièrement fondu.

Le niveau des dépenses alimentaires, réalisé quotidiennement au marché, reste globalement faible, compris entre 500 et 1500 francs CFA, selon le niveau socio-économique des ménages et la nécessité d'acheter ou non de la farine de maïs et du riz. Rapporté au niveau des charges alimentaires, les dépenses individuelles sont très modestes (entre 100 et 300 francs CFA par personne). Il constitue un bon indicateur instantané de précarité alimentaire (Marie 2008).

Dépenses alimentaires de la veille : 100 francs de poisson sec, 50 francs de tomate fraîche, 25 francs de feuilles, 2 cubes Maggi pour 50 francs FCA, 2 boules de soumbala [graine de néré] pour 50 francs, 25 francs de sel, 25 francs de potasse, 100 francs de gombo sec, 150 francs d'arachide en pâte (pour la sauce du riz), 1 quart de litre d'huile et 300 francs de bois. Ce « marché » sert pour deux préparations alimentaires et nourrit les 5 membres de la famille (entretien du 18 mars 2009, quartier Wemtenga).

Pour la « sauce », les ingrédients sont également peu diversifiés et en petite quantité : de la tomate fraîche et concentrée, du sel, de la potasse, de l'huile, du poisson séché ou fumé, de la viande de bœuf. Chaque poste de dépense ne dépasse généralement pas 200 francs CFA.

La ration journalière a été réduite de 1,5 kg à 1,0 kilo depuis octobre 2008 pour 8 personnes. Les achats de la journée représentent 1.250 francs CFA : 1 kg de riz à 50 francs, de la viande pour 200 francs, pâte d'arachide 150 francs, tomate fraîche pour 50 francs, tomate en concentré pour 50 francs, oignon pour 50 francs, ½ chou à 50 francs, cube Maggi pour 50 francs, ail à 25 francs, persil pour 25 francs (entretien du 18 mars 2009, quartier Dagnoin).

Tous les entretiens montrent la difficulté qu'il y a à apprécier, de manière quantitative comme qualitative, la vulnérabilité alimentaire des ménages urbains pauvres. On est souvent à la limite de ce qui est quantifiable, à moins de modifier les seuils des indicateurs ou d'en définir d'autres. De même, il y a une importante difficulté à prendre en compte les variations individuelles et les écarts temporels des ressources alimentaires mobilisés au sein du logement.

De fait, les plus pauvres ne préparent même plus à manger, faute de pouvoir se déplacer au marché et acheter les ingrédients indispensables à la « popote ». L'intégralité de l'argent, gagné dans la journée, est utilisée pour se nourrir.

« Mieux vaut acheter le plat, car si tu n'as que 200 francs CFA, cela ne suffit pas pour préparer ». Le matin, ils ont acheté de la bouillie de mil (50 francs) ; hier soir, ils ont « payé » 100 francs d'attiéké (couscous de manioc) avec un peu d'huile et un petit morceau de poisson. Hier midi, ils ont mangé un peu de riz, « sauce oignon sec », agrémenté d'un tout petit morceau de poisson sec. Et de conclure « on ne mange pas à sa faim, parce que 100 francs ne suffisent pas pour trois personnes » (entretien du 24 mars 2009, quartier Sondogo).

Dans ce type de logement, la notion d'incertitude alimentaire – qui renvoie davantage au fait de ne pas savoir si l'on pourra manger, ni quand – vient donc se substituer à celle de « vulnérabilité » (plus encline à prendre en compte la réactivité imparfaite des individus à des chocs déstabilisants).

Cette extrême précarité des moyens d'existence explique « le jonglage » permanent auquel est confronté ce type de ménage avec, pour conséquence, en cas de choc supplémentaire (accident, maladie, naissance, accueil de personne, perte d'emploi) une aggravation brutale des situations nutritionnelles.

2. Être sûr de pouvoir manger

La majorité des ménages ouagalais a exprimé un sentiment patent de désarroi et d'inquiétude lors des enquêtes. Toutefois, ce dernier n'est pas nécessairement proportionnel à la précarité objective des moyens d'existence : elle semble même plus aiguë parmi les ménages considérés comme faiblement vulnérables, ayant le plus à perdre en cas de dégradation de la situation économique et alimentaire de l'ensemble des personnes avec lesquelles ils sont en relation (parents, amis et voisins).

Pour les plus pauvres, le niveau des ressources semble un élément moins discriminant dans l'accès aux denrées, étant donné l'extrême modestie des sommes, que leur incertaine mobilisation. C'est la condition des travailleurs du secteur informel, tâcherons, journaliers, vendeurs à la sauvette, manœuvres : « quand ça marche, [raconte une femme en évoquant le travail de son mari, manutentionnaire] il peut avoir 2.000 ou 3.000 francs CFA ; mais, des fois, il revient comme il est parti (...) On n'a pas l'argent ; on s'appuie sur Dieu » (entretien du 26 mars 2009, quartier Naagbuudin). Ce qui a pour effet de réduire plus encore l'horizon temporel de fonctionnement, de fractionner les décisions et d'augmenter les coûts d'achat.

Inversement, le souci de sécurité (alimentaire) n'est pas visé comme un objectif autonome, même si l'essentiel est de pouvoir « assurer la popote » au quotidien ; il s'insère davantage dans un ensemble de charges affectées que l'unité de résidence doit assurer.

Toutefois, cette préoccupation de « pouvoir faire face » est d'autant plus forte que les ressources des membres de l'unité de résidence sont peu diversifiées, peu consistantes et peu stables.

De fait, beaucoup d'activités artisanales, commerciales et de service aux personnes dégagent des bénéfices limités, quand elles ne se révèlent pas ponctuellement déficitaires¹⁰⁹. Elles restent, en effet, très sensibles aux variations cycliques de la demande (liée à la disponibilité immédiate de l'argent, à la présence de certains types de consommateurs, à l'imminence de fêtes et de cérémonies) ou aux fluctuations brutales de certains paramètres (hausse du prix de facteurs de productions). Cette instabilité est de nature à encourager nombre d'actifs à multiplier les activités afin de minimiser le risque d'impayés ou de mévente (Camara 2004).

Les dépenses alimentaires, elles-mêmes, sont très fortement dépendantes « de la présence ou du manque d'argent ».

« Y a pas l'argent pour stocker (...), on ne va pas tous les jours au marché, car c'est pas tout le temps que j'ai l'argent » (*entretien du 21 mars 2009, quartier Saaba*).

Elles sont presque systématiquement réalisées au jour le jour pour les condiments servant à la sauce et pour la ration de céréales. Cette faible capacité d'anticipation est inhérente à la nature des activités indépendantes et informelles. Seuls les personnes salariées ou rentières (retraite, location) peuvent envisager des achats à crédit ou « en gros » auprès du boutiquier.

« Je suis salarié, la famille ne peut pas mourir de faim mais ce sont des crédits » (*entretien du 21 mars 2009, quartier Saaba*).

« Je ne prend pas à crédit [*auprès d'un boutiquier*]. On va pas trouver, car il sait que je ne fais rien. Donc, il ne va rien donner » (*entretien du 17 mars 2009, quartier Balkuy*).

D'une manière générale, les sources individuelles de revenu sont moins diversifiées qu'en milieu rural. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer :

- la forte concurrence existante entre des actifs qui ne disposent pas d'un panel d'activités très large et qui se retrouvent à vendre, à fabriquer, à transporter des produits peu différents ;
- la faible mobilité géographique et professionnelle des catégories les plus précarisées ;
- la faiblesse des avoirs et des appuis de nature à permettre d'investir et d'augmenter ses revenus ;

C'est pourquoi, dans un tel environnement – où l'on ne sait pas toujours si l'on sera demain en mesure de faire face aux besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner) –, la quête de sécurité est plus que jamais un objectif. C'est cette capacité à faire face aux besoins courants comme aux imprévus familiaux ou aux chocs exogènes (maladie, perte de revenu ou

¹⁰⁹ Dans cette quête incessante et aléatoire « pour l'argent » - qui structure aussi bien le champ social e relationnel que l'horizon temporel de fonctionnement de plus en plus individuel et utilitariste des citoyens-, la « mise au travail » des membres du ménage a parfois quelque chose de dérisoire et de pathétique, soit parce que le capital financier disponible est extrêmement réduit, soit parce que le savoir-faire nécessaire pour réussir est embryonnaire.

d'emploi, déplacement,...) qui constitue l'enjeu central. Sécuriser son approvisionnement alimentaire peut, dès lors, prendre trois formes non exclusives:

- diversifier/augmenter ses revenus (à condition d'avoir un capital de départ et un relatif savoir-faire, ainsi qu'un appui relationnel),
- élargir ses cercles de sociabilités (et de fournisseurs d'aide en cas de cas dur),
- cultiver soi-même pour acquérir une certaine autonomie alimentaire.

Si les deux premières semblent aléatoires, la dernière est également moins fréquente que l'on pouvait le supposer. Seuls 10 à 15 % des actifs possèdent encore une parcelle vivrière qu'ils cultivent en milieu rural dont la production ne couvre qu'une part réduite des besoins alimentaires (1 à 3 mois). Qui plus est, l'accès au foncier rural est même parfois problématique dans le cas des familles polygamiques où de multiples héritiers se partagent les droits de culture. Impossible également pour une femme de retourner cultiver dans son village d'origine une fois mariée. Dans cette entreprise, seules les veuves peuvent tenter de faire valoir leurs droits.

In fine, pour la plupart des citoyens interrogés, la certitude de pouvoir manger à sa faim (qui répond au souci d'être protégé dans son activité professionnelle et d'être sécurisé financièrement) semble importer, si ce n'est plus que de « mieux manger » ou « gagner plus » :

« Si le matin, on mange du tô ; à midi, du riz et le soir du tô. C'est très bien manger pour nous. Pour moi la crise, ce n'est pas fini » (entretien du 17 mars 2009, quartier Balkuy).

« Avoir au moins trois repas par jour, matin, midi, soir, c'est bien manger » (entretien du 20 mars 2009, quartier Dassasgho).

D. La vulnérabilité fonctionnelle : dynamiques

1. Un ressenti proportionnel à l'érosion du pouvoir d'achat

L'analyse rétrospective de l'année 2008 est riche d'enseignements sur le comportement et le ressenti des ménages. La notion de « crise alimentaire » (Janin 2009a) – comme phénomène conjoncturel essentiellement d'origine externe et importé – a été largement médiatisé au Burkina Faso sous le vocable « vie chère » (Ouedraogo 2008). A ce titre, elle est connue de la quasi-totalité des Ouagalais même si les plus pauvres ne l'ont pas ressenti avec autant d'intensité. Peu nombreux sont, en réalité, les individus capables d'en préciser les tenants et les aboutissants.

La hausse brutale et forte des denrées alimentaires de première nécessité a été ressentie par une fraction importante des ménages urbains : 33,8 % ont déclaré « avoir plus mal mangé en 2008 », contre 56,4% « sans changement ». Cette dégradation porte sur les quantités, la fréquence et la composition des plats pour les ménages touchés. Toutefois, près d'un enquêté sur dix reconnaissait cependant « avoir mieux mangé », sans doute en liaison avec une amélioration de la situation familiale ou professionnelle.

Tableau 35: Changements alimentaires déclarés en 2008

Type de changement	Dégradation	Sans changement	Amélioration	Ensemble
<i>Etat des stocks céréaliers</i>	41,4	50,5	8,1	100,0
<i>Fréquence des repas avec viande ou poisson</i>	39,2	50,7	10,1	100,0
<i>Nombre d'en-cas</i>	34,0	56,3	9,6	100,0
<i>Nombre d'invitations de repas faites</i>	33,7	59,7	6,6	100,0
<i>Nombre d'invitations de repas reçues</i>	33,7	59,2	7,1	100,0
<i>Fréquence des repas</i>	32,5	57,1	10,4	100,0
<i>Taille du plat</i>	32,0	58,0	10,0	100,0
<i>Nombre de repas hors logement</i>	29,6	59,4	11,0	100,0
<i>Nourriture reçue en don</i>	28,5	65,9	5,6	100,0
<i>Ensemble</i>	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : 5229, 5268, 5237, 5213, 5179, 5273, 5271, 5247, 5029 réponses respectives.

Quant aux indices alimentaires, ils montrent également une dégradation un peu supérieure en 2008 pour les individus de sexe féminin, tant du point de vue de la consommation proprement dite que de la socialisation des repas, avec respectivement -4.09 contre -3.87 pour les hommes dans le premier cas ; -2.03 contre 1.98 pour les hommes dans le second cas.

Il en va de même pour les petites unités de résidence (essentiellement constituées par des ménages nucléaires) : les indices sont les plus mauvais avec -1.44 et -0.97, loin devant les unités « unipersonnelles », « élargies » et « composées ». Cela vient confirmer les hypothèses énoncées précédemment. La nucléarisation et l'éclatement des structures de résidence comportent une part de « prise de risque » économique et social. S'autonomiser constitue un processus ambivalent : dans certaines situations, il peut permettre de limiter le nombre de dépendants mais aussi limiter les possibilités de soutien et d'appui en cas de difficulté.

Ce sentiment individuel de « mal manger » est également très fortement lié à la conjoncture particulière de l'année écoulée : la hausse des prix de détail est venue toucher des ménages urbains aux marges de manœuvre structurellement réduites. C'est la première cause explicative de cette vulnérabilité transitoire (92,2 % de réponses positives).

« En 2007, le prix du plat de maïs (i.e. le yorouba) ne dépassait pas 350 francs CFA en saison sèche et un peu plus en hivernage ; en 2008, il était de 500 francs CFA. Il a baissé pendant la récolte [en novembre et décembre 2008] (...) mais maintenant, les prix ont recommencé à augmenter et ils ont changé les mesures de consommation »¹¹⁰ (entretien du 18 mars 2009, quartier Wemtenga).

Elle a eu pour effet de réduire drastiquement les stocks de nourriture dans le logement (82,1% de réponses positives). Cette diminution des stocks céréaliers (riz et maïs) n'est toutefois pas uniquement liée au « facteur-prix ». S'approvisionner « au détail » est une tendance générale

¹¹⁰ Les commerçants peuvent avoir diminué la taille des mesures pour les achats au détail mais plus vraisemblablement le niveau de remplissage des sacs (qui n'atteignent plus 40 yorouba), même si cette pratique n'est pas nouvelle.

observée depuis des années afin de limiter le poids des charges alimentaires « non-désirées » (visiteurs de passage, voisins en difficulté, parents dans le besoin) lié à l'économie morale de la redistribution. Elle implique, bien évidemment, comme pour l'approvisionnement en eau, des coûts supplémentaires qui pèsent sur les individus déjà vulnérables financièrement.

Tableau 36 : Fréquence des causes de la dégradation alimentaire en 2008

Type de cause	Fréquence en %
<i>Hausse du prix des denrées</i>	92,2
<i>Diminution des stocks de nourriture</i>	82,1
<i>Dépenses exceptionnelles au sein du logement</i>	60,0
<i>Dépenses exceptionnelles de l'individu</i>	53,2
<i>Perte d'emploi de l'individu</i>	52,6
<i>Perte d'emploi d'un membre du logement</i>	45,1
<i>Perte d'aide monétaire de l'individu</i>	22,7
<i>Arrivée de nouvelles personnes dans le logement</i>	21,7
<i>Perte d'accès au crédit de l'individu</i>	17,0
<i>Arrêt du crédit auprès des boutiquiers</i>	15,0
<i>Décès ou départ d'un contributeur</i>	12,4
<i>Arrêt de dons d'aliments</i>	4,4

Source : 1748, 1742, 1760, 1759, 1755, 1759, 1758, 1755, 1750, 1750, 1754 réponses respectives.

D'autres facteurs sont couramment évoqués pour expliquer cette dégradation alimentaire ressentie : l'apparition de dépenses exceptionnelles dans le logement habité (60,0 % de réponses positives) ou de la part de l'individu interrogé (53,1 % de réponses positives), la perte d'un emploi pour l'enquêté (52,6 %) ou pour un membre du logement (45,1 %).

Selon la situation économique individuelle, plusieurs types de réactions, à la hausse conjoncturelle des prix de détail, ont été observés.

- Le premier a consisté à réduire le montant de l'argent consacré à l'approvisionnement alimentaire. Il est le fait d'une petite minorité de ménages précarisés déjà en difficulté. De ce fait, les niveaux de consommation ont été encore diminués. Cet ajustement de la ration alimentaire a des conséquences importantes en termes nutritionnels. Par ailleurs, on observe également en parallèle une fragilisation des liens sociaux internes à l'unité de résidence, les individus étant conduits à adopter des comportements plus individualistes : prise alimentaire extérieure à la cour, gestion plus individuelle des revenus monétaires. Ce qui a encore pour effet d'accroître la vulnérabilité socio-économique.
- Le second a consisté à maintenir en l'état le niveau de dépenses consacré à la « popote » (aux achats quotidiens des condiments et de la céréale de base) : les quantités achetées et préparées ont, de ce fait, été réduites¹¹¹ et réparties entre les repas afin de tenter de

¹¹¹ « C'est la quantité des condiments qui a diminué à l'achat » (entretien du 23 mars 2009, quartier Wayanghin). Dans un autre logement, depuis le printemps 2008, la ration journalière a été réduite de moitié, passant d'environ 630 grammes de céréales à 315 grammes par personne et l'on ne mange qu'une fois par jour. Et l'épouse de déclarer qu'elle prépare aussi parfois des sauces moins appréciées des convives afin de diminuer la quantité préparée ! (entretien du 18 mars 2009, quartier Wemtenga).

maintenir le rythme des repas quotidiens. Le sentiment d'insatisfaction alimentaire (libre choix des aliments, réduction des achats de viande ou de poisson,...) y est d'autant plus fort qu'il est assimilé à une perte de capacité (économique et sociale). Ce sentiment de déclassement social est d'autant plus aigu que les perspectives de « regain » de pouvoir d'achat restent très incertaines (hausse des salaires, baisse des prix).

- Le troisième renvoie à des situations de faible vulnérabilité apparente et réelle. La « vie chère » a été vivement ressentie mais les ménages concernés ont été en mesure de dépenser plus pour maintenir leur niveau de consommation alimentaire, non seulement pour leur propre ménage mais également pour faire face aux demandes sociales d'aide et aux invitations de repas. « *On n'a pas réduit la quantité. Comment faire quand le ventre réclame ? On a réduit les économies* » (entretien du 20 mars 2009, quartier Sanyiri). Dernier indicateur de cette capacité à faire face : le maintien des dépenses exceptionnelles liées aux cérémonies familiales et aux fêtes religieuses.

Dernier point, et non des moindres, les difficultés d'approvisionnement liées à la hausse des prix alimentaires, sont rarement mises en avant par les ménages plus pauvres. En effet, dans l'incapacité « de se rendre au marché » pour effectuer les élémentaires achats quotidiens (en tomate, en poisson, en oignon, en huile,...), ils n'ont pas véritablement vécu et senti cette hausse. Ils en sont réduits à acheter un plat de riz ou de tô au quartier lorsqu'ils le peuvent. Chaque repas est incertain autant dans sa composition que dans sa quantité. On « mange ce que l'on trouve ». On aborde là les vraies situations de marginalité et de vulnérabilité qui restent souvent difficiles à appréhender par les enquêtes rapides comme à passages répétés : les plus pauvres restent souvent invisibles dans les dispositifs statistiques parce que « hors normes ».

2. Un vécu lié aux sociabilités restreintes et pesantes

La notion de vulnérabilité fonctionnelle exprime aussi la difficulté qu'il y a à se nourrir au quotidien en tenant compte du niveau des ressources (alimentaires et monétaires) et des charges alimentaires pérennes ou conjoncturelles. Elle introduit donc l'ensemble des pratiques alimentaires liées aux sociabilités héritées (liens avec les dépendants du logement et les « parents de village ») ou nouvelles (rapports tissés avec les voisins, les amis de quartier, les collègues de travail).

Cette tension entre gestion communautaire et pratiques individuelles se retrouve dans les différentes séquences alimentaires, depuis la fourniture de l'argent, l'approvisionnement au marché, jusqu'à la consommation du plat.

A chaque étape, la question du partage, du don et de la dette sociale, reportée et parfois inextinguible (avec les ascendants) se retrouve posée et, avec elles, celle des inégalités de droits (Akindès 2007). Elle pèse fort logiquement sur l'ensemble des ressources disponibles (argent et aliments), chacun pouvant, tour à tour, être bénéficiaire ou pourvoyeur. L'économie morale de la redistribution s'exerce donc de manière très différente selon les individus et mobilise des registres

ambivalents : fierté/ressentiment, puissance/perte, renommée/discrétion. Certains en reconnaissent le caractère incontournable :

« Le jeudi, il y a une semaine, deux petites mamans sont venues m'inviter à un baptême. Elles ont mangé ici. Le vendredi, deux jeunes hommes de la famille de mon mari sont venus du village et sont restés manger. Le samedi, personne n'est venu. Le dimanche midi, un neveu est venu manger ; le dimanche, c'est un frère de mon mari. Le lundi, il n'y a pas eu de visiteur. Le mardi, une tante est venue voir un feuilleton à la télévision et elle est restée manger. Le mercredi, une femme avec son enfant sont venus. J'ai donné le « riz gras » de son enfant. (...) il n'y a pas de semaine sans visiteur pour manger » (entretien du 20 mars 2009, quartier Sanyiri).

D'autres, exposés quotidiennement à ce type de demande, sont tentés de répondre « par le manque » ou de se « gérer individuellement ». Cela consiste, par exemple, à ne plus faire de stocks importants ou visibles ou à préparer pour ses enfants, dans le cas des unions polygamiques. C'est également un des motifs du développement de l'alimentation hors-domicile (cf. tableau 4 ci-dessous) même si la nature de l'activité professionnelle en constitue la raison première : on mange généralement « là où l'on se trouve » pour ceux qui travaillent « au dehors » et souvent seul, qui plus est. De fait, retourner à son domicile pour manger (et se reposer) reste l'apanage des individus relativement aisés.

C'est également dans les unités de résidence les plus petites (constituées de personnes seules) que le repas de midi (de la veille) est le plus largement pris hors-domicile : pour 32,8% dans la rue, 29,9% dans une gargote et 2,2% dans une cantine d'école ou d'entreprise.

Tableau 37: Lieu du repas de la veille

Lieu	Matin	Midi	Soir
Logement enquêté	77,3	65,6	87,0
Autre logement	3,2	6,0	3,4
Rue (debout)	14,9	17,3	5,5
Gargote (assis)	3,9	10,0	3,6
Cantine	0,7	1,0	0,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : 4783, 6072 et 6259 réponses respectives.

Plus l'on est pauvre et seul en milieu urbain et plus la vulnérabilité aux imprévus et aux chocs exogènes est forte. D'abord parce que ses ressources propres sont réduites et fluctuantes. Mais aussi et surtout parce que les aides et soutiens que l'on peut espérer mobiliser restent aléatoires. Ils dépendent, en effet, d'individus, eux-mêmes, soumis aux mêmes aléas et imprévus, à la capacité et la volonté « de faire » très incertaine. Que faire, en effet, lorsqu'il n'y a « pas un qui vaut mieux que moi » (entretien du 26 mars 2009, quartier Songnaaba), « qu'il n'y en a pas un qui émerge » (entretien du 26 mars 2009, quartier Naagbuudin) ou « que c'est difficile pour moi de les approcher » (entretien du 17 mars 2009, quartier Balkuy) ? Le responsable du logement en est réduit à ne compter que « sur lui-même et sur Dieu » et à gérer, jour après jour, la pénurie. C'est d'ailleurs dans les unités de logement regroupant un nombre plus élevé de membres issues de différents

segments de parentèle que l'espérance de voir la situation alimentaire individuelle s'améliorer au cours de l'année 2009 était la plus faible avec 42,1%.

Cet affaiblissement des filets sociaux de sécurité traditionnels n'est certes pas nouveau : il s'enracine dans la crise globale que traversent les pays sahéliens depuis plus de deux décennies et dans les changements sociaux observés dans la gestion des familles (nucléarisation, individuation).

Toutefois, il semble bien que la hausse brutale des denrées de première nécessité, à partir de la fin de l'année 2007, a cristallisé certains comportements alimentaires, éducatifs et relationnels. On relève, çà et là, et pas nécessairement chez les plus pauvres, un phénomène de repli sur la cellule domestique, de sélectivité accrue dans les relations et les échanges¹¹².

Dans le contexte de pression croissante sur les ressources familiales (dont l'année 2008 en constitue un exemple emblématique), la configuration des solidarités socio-géographiques semble avoir également encore évolué depuis la décennie 1990. On échange désormais peu avec la famille restée au village, et l'on limite le nombre des visites aux cérémonies et fêtes religieuses, afin de limiter les dépenses de transport. Pour leur part, les frères et sœurs restés au village ne fournissent plus que rarement des céréales.

« On n'a pas reçu de plat, ni donné. La vie est devenue chère ; on ne donne plus ». « on ne reçoit pas d'aide au quartier sous forme de farine ou de plat » (entretien du 18 mars 2009, quartier Wemtenga).

« Avec la vie chère, les gens n'ont plus tendance à donner. Avant mes parents me donnaient des légumes et de la pomme de terre. (...) Mais maintenant, les gens préfèrent vendre que de donner. Les déplacements même sont limités » (entretien du 25 mars 2009, quartier Pissi).

Les dépenses alimentaires non-contraintes, à l'occasion d'événements familiaux (baptême, naissance, mariage, décès), de fêtes religieuses (Mouloud, Tabaski, Noël,...) ou de visites au domicile constituent un indicateur approché intéressant du niveau de vie comme du capital social. Elles renseignent, de manière indirecte, sur la capacité d'un individu à nourrir un ensemble de dépendants et d'obligés (familiaux ou de voisinage) comme à cotiser des soutiens porteurs en cas de difficultés.

Certaines se contentent de quelques kilos de riz agrémenté d'un poisson (2.000 francs CFA supplémentaires sur le budget quotidien) tandis que d'autres peuvent acheter un mouton, quelques poulets et des boissons.

« Pour la Tabaski, on a préparé des restes de riz qu'on a fait sécher au soleil. Les voisins nous ont donné un plat de 'riz gras' avec macaroni » (entretien du 26 mars 2009, quartier Naagbuudin).

« à la Tabaski, j'ai acheté deux moutons pour 100.000 francs CFA l'un et 80.000 francs CFA l'autre. Un a été dépecé et distribué cru ; l'autre a été cuisiné et une partie a été donné à un voisin » (entretien du 20 mars 2009, quartier Sanyiri).

¹¹² « J'ai quitté la grande famille pour être à l'aise », i.e. pour ne plus avoir à supporter des bouches supplémentaires à nourrir (entretien du 21 mars 2009, quartier Saaba).

1. Les indicateurs immédiats de vulnérabilité

Les progrès accomplis, depuis deux décennies, dans les dispositifs de suivi du risque (alimentaire, sanitaire et environnemental) sont allés de pair avec l'amélioration des outils de représentation spatiale. Tous s'appuient sur la collecte (plus ou moins fine et suivie) de données recueillies auprès de panels représentatifs d'individus, de ménages ou de logements. Elles sont ensuite traitées afin de fournir un score ou un indice pouvant faire l'objet d'une spatialisation cartographique.

La réactivité de tels dispositifs est toutefois limitée par les coûts financiers d'acquisition et d'actualisation. D'où l'intérêt sans doute de pouvoir identifier aussi, de manière plus empirique, un ensemble d'indicateurs simples permettant de rendre compte de certaines formes de vulnérabilité (plutôt que de mesurer des niveaux de vulnérabilité).

Les indicateurs utilisés pour orienter les interventions ne doivent pas nécessairement privilégier certaines catégories considérées vulnérables (femmes enceintes ou allaitantes, handicapés ou malades, personnes âgées) plus facilement identifiables, ni les groupes à risque (chômeurs, migrants récents) en fonction de typologies héritées, avant tout destinées à la programmation d'actions curatives.

Sont donc considérés ici, par les chercheurs, comme des indicateurs, tous les repères, observables ou résultants de déclarations, à l'échelle du logement et de l'individu, indiquant une aggravation de la précarité alimentaire et une fragilisation de la capacité de résilience.

On retrouvera ci-dessous les indicateurs considérés comme les plus illustratifs de la vulnérabilité alimentaire urbaine, s'appuyant sur les connaissances du milieu ouagalais :

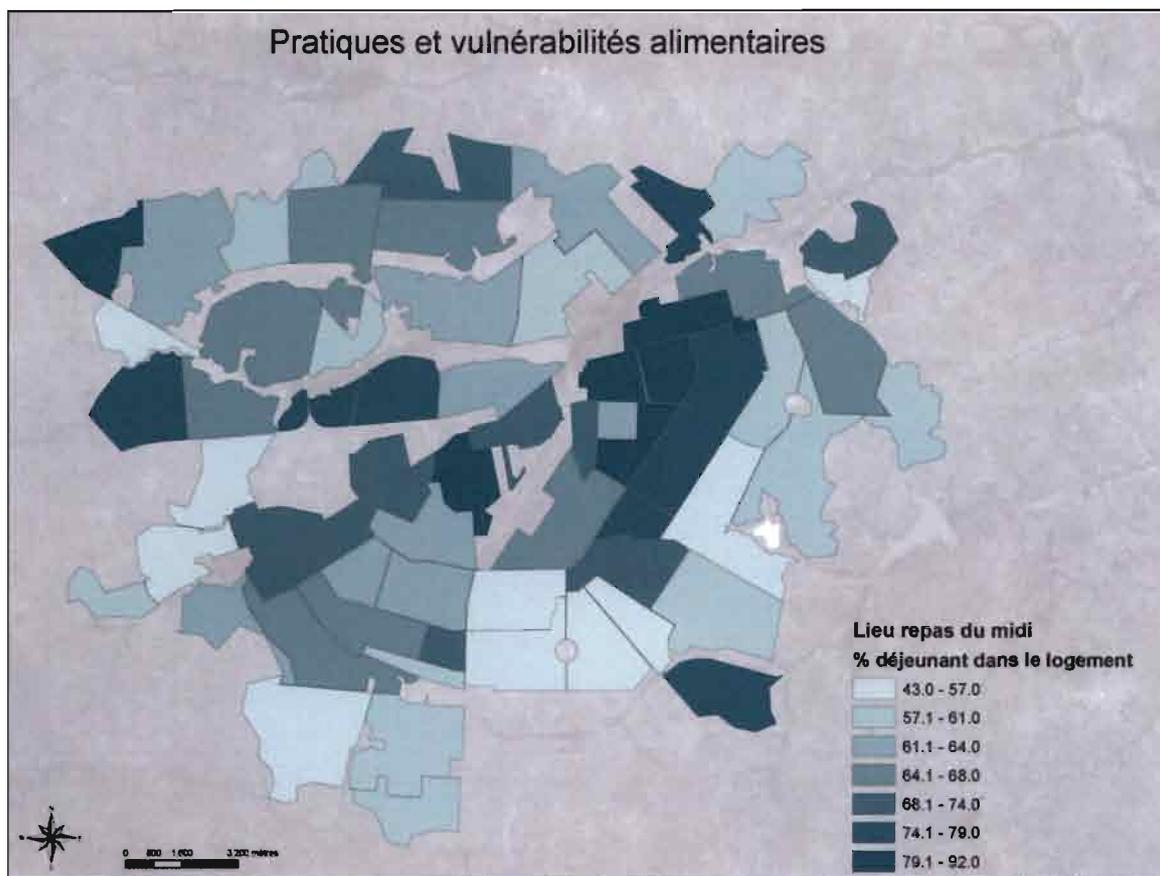
- A la possibilité / a pris des denrées à crédit chez un boutiquier
- A la possibilité / a reçu une aide alimentaire d'un parent ou ami
- A la possibilité / a reçu une aide financière d'un parent ou ami
- Stocks de denrées alimentaires
- Mange des restes préparés
- Dépense moins de 200 francs CFA par personne et par jour
- Achète moins d'une fois par semaine de la viande ou du poisson
- Ne dépense pas ou peu pour les fêtes et les cérémonies
- N'exerce pas d'activités complémentaires générant des revenus
- Sécurité des sources de revenu
- Ne cultive pas ou ne fait pas d'élevage
- Achète à manger
- N'a plus les moyens de préparer à manger
- A des dettes (financières ou sociales)
- Prend en charge des personnes extérieures au ménage
- N'a pas de personnes-ressources « bien placée » et disposée à l'appuyer

2. Les indices spatialisés de vulnérabilité

La représentation spatiale des situations de vulnérabilité alimentaire a été orientée dans deux directions : la spatialisation d'indicateurs simples de fréquence et la spatialisation d'indices composites *ad hoc*.

Ces derniers ont été composés à partir des gradients des réponses individuelles : ainsi les réponses dénotant une dégradation ont pu être codées -1, celles exprimant le statu quo par un 0, tandis que celle dénotant une amélioration l'ont été avec le code +1. Il en va de même pour l'ensemble des repas et des pratiques de commensalité liées : « ne pas manger » ou « manger seul » étant considéré comme les marques d'une faible socialisation.

La carte du « *Lieu des repas pris le midi dans le logement* » peut être analysée selon deux angles : celui de la **mobilité infra-quotidienne à petite distance** et des pratiques alimentaires associées mais, plus encore, celui de la mobilité comme **marqueur spatial d'inégalités**. Dans la ville, deux ensembles de quartiers semblent émerger.

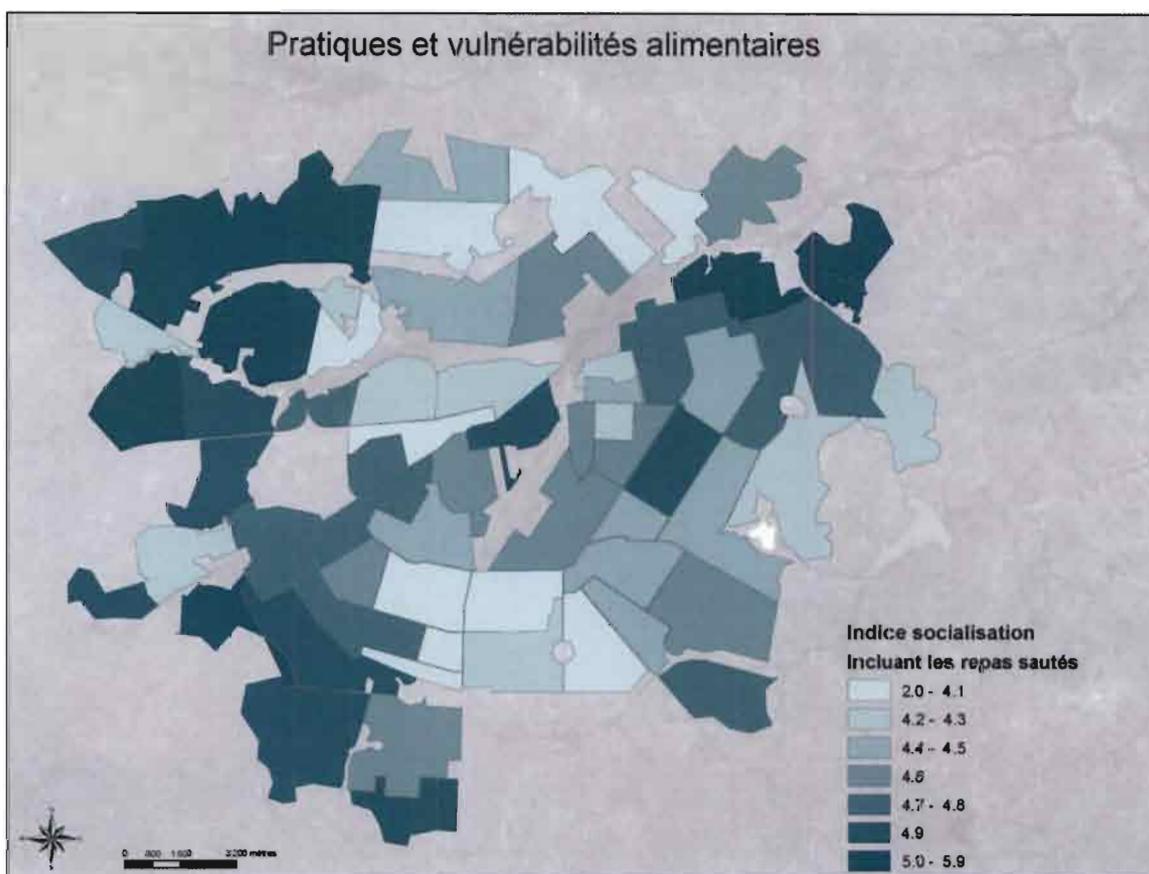


Carte 33 : Lieu de prise de repas du midi, le logement

Une première zone résidentielle regroupant des quartiers lotis pendant la période révolutionnaire sankariste (Zone du Bois, Zogona) et au début des années 1990 (Dassagho, Wayalghin) est caractérisée par une proportion élevée d'individus ayant déclaré « manger dans leur logement » (> 75%). Il s'agit d'individus ayant les moyens d'effectuer un aller-retour au domicile et disposant de moyens de transport personnel et de revenus journaliers suffisants pour entreprendre ce périple ou travaillant à proximité.

A contrario, se distinguent, dans la partie orientale de la ville, trois zones où la fréquence des repas pris dans le logement à midi s'avère singulièrement plus basse, de l'ordre 50%. On retrouve à la fois, des zones résidentielles de standing (Ouaga 2000 et Patte d'Oie) où les individus interrogés ont vraisemblablement les moyens de se nourrir hors-domicile et des zones d'habitat populaire (Bonheurville, Belleville) ou précaire non-loti plus récent (Tengaondogho, Yemtenga, Taabtenga, Goundrin, Bilbolgo, Lalnouahiri) où le fait de ne pas manger chez soi s'explique davantage par l'éloignement des lieux de travail par rapport au logement et l'incapacité à assurer les frais de transport supplémentaires.

La dimension sociale de la consommation constitue une autre clé d'analyse de la **vulnérabilité alimentaire**. Ce point reste encore par trop peu étudié dans les études expertes. Elle considère à la fois les pratiques de mise en commun des ressources alimentaires et l'ensemble des soutiens dont l'entourage est potentiellement porteur. Elle est ici abordée par la carte de « *l'indice de socialisation incluant les repas non-pris* » qui prend à la fois en compte les repas « sautés » (valeur 0), les repas pris seuls (+1), les repas pris avec la famille et/ou les co-résidents et les repas pris avec d'autres personnes (amis et collègues) au cours de la journée écoulée.



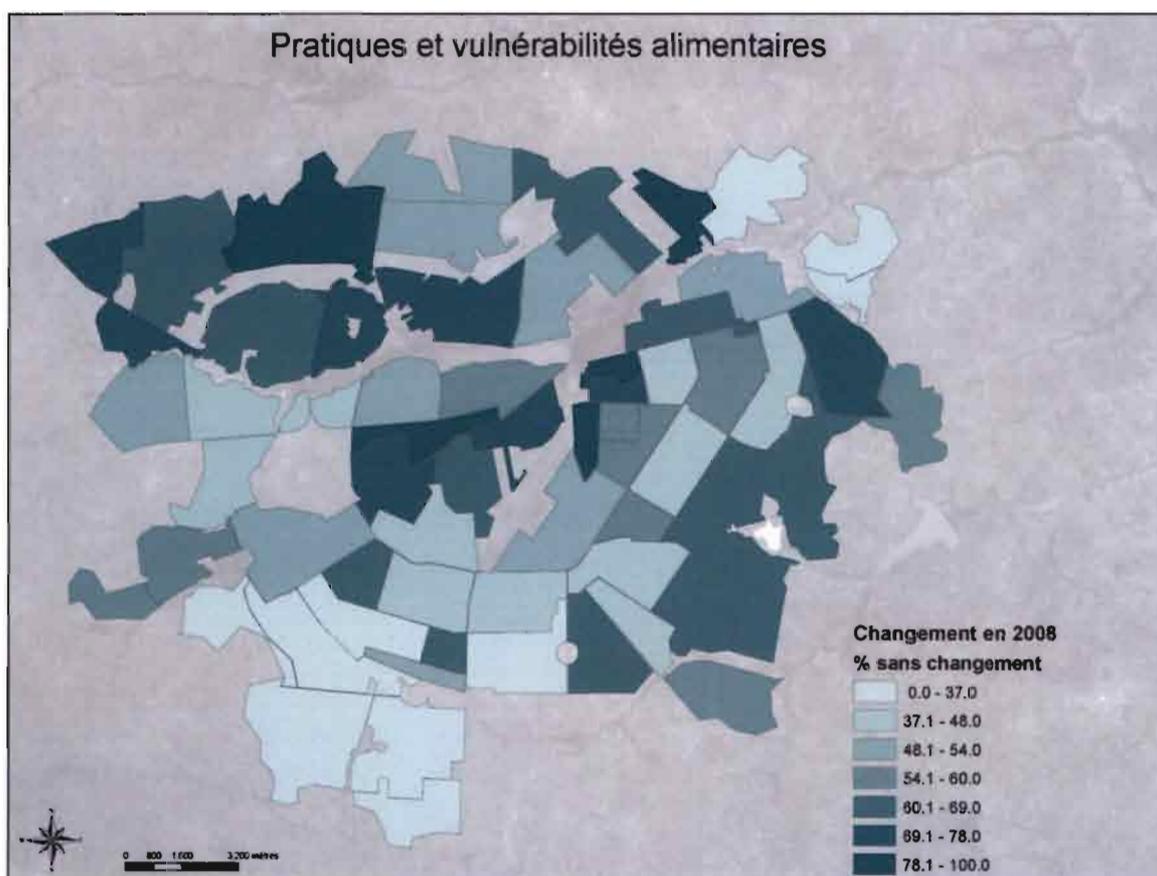
Carte 34 : Indice de socialisation incluant les repas non-pris

Là encore, la carte table montre une relative hétérogénéité intra-urbaine. Se dessine un vaste ensemble à l'Ouest de la ville, regroupant des quartiers lotis datant des années 2000 (Kamboinsin, Kilwin, Zaktouli, Pissy, Cissin, Nonsin) ou plus récemment encore (Rimkieta, Nonghin, Bonheur ville, Bongnaam,) et non lotis plus anciens (Yaghma, Sondogo) ou récents (Tengaondogo, Zongo) où cet indice oscille entre 4.7 et 5.9. Un pôle secondaire semble également constitué au nord-est de la ville

autour des quartiers de Fogma, Signonghin Wayalghin et Goundrin). Cela dénote à la fois le maintien de groupes de commensalité moins restreints, héritage de « modes de vie » ruraux comme des pratiques de partage alimentaire valorisées socialement et religieusement.

Inversement, apparaissent, çà et là, en creux, quelques quartiers résidentiels autour de Ouaga 2000, Patte d'Oie, Pagalayiri au Sud, Tampouy, Toudwéogo, Kossodo au Nord où la socialisation alimentaire est plus réduite (indice inférieur à 4.0). Quelques quartiers d'habitat plus populaires du centre ville, lotis avant 1972 présentent également le même type de configuration.

La « crise alimentaire » de l'année 2008 a également servi de **révélateur de la sensibilité différenciée des individus aux chocs macro-économiques**. L'enquête de base et les entretiens montrent ainsi que les individus les plus vulnérables ont tendance à rester « hors-jeu » (Janin 2009a). La sensibilité à la hausse des prix de détail – qui n'est d'ailleurs pas nécessairement corrélée à celle des prix mondiaux comme le prouve le cas des céréales locales (mil et sorgho) – est faible en deçà d'un certain niveau de consommation et de revenus. Ce phénomène expliquerait en partie pourquoi un peu plus de la moitié des enquêtés (56,4%) a déclaré ne pas avoir éprouvé de difficultés particulières pour se nourrir au cours de l'année 2008.



Carte 35 : Répartition spatiale de l'absence de changement alimentaire

Cette proportion dépasse les 60% dans trois sous-ensembles urbains : au centre-ville (Bilbalogo, Koulouba, Gounghin) d'abord ; dans certains quartiers périphériques situés au nord-ouest et à l'est, certains encore non lotis (Yaghma, Marcoussis, Wobwégré, Goundrin, Taabtenga, Yemtenga), d'autres récemment lotis (Nonghin, Kampala).

A l'opposé, dans la plupart des quartiers méridionaux de Ouagadougou, au-delà de la zone aéroportuaire et des emprises militaires, une fraction non négligeable des personnes interrogés, avec une fourchette large comprise entre 10,0% et 50,0% indiquait « avoir mieux mangé en 2008 ». Loin d'être iconoclaste, cette déclaration répond à un ressenti et un vécu très disparate selon les générations, les stratifications sociales et l'expérience migratoire individuelles.

Tableau 38: Perception de l'évolution de la situation alimentaire en 2009

	Oui	Non	N'a pas eu lieu
Votre alimentation ne changera pas ?	43,9	52,2	2,9
Pensez-vous « mieux manger » ?	57,9	39,5	2,6

Parallèlement, 44% des enquêtés ne pensaient d'ailleurs pas que leur situation alimentaire puisse s'améliorer au cours de l'année 2009. Sans doute faut-il également invoquer certaines formes de fatalisme (religieux) pour ceux qui ont finalement un faible espoir de voir leur situation personnelle s'améliorer à court terme en 2009.

Bibliographie

Adger W. Neil, (2006) – “Vulnerability”, *Global Environmental Change*, 16 : 268–281.

Akindès Francis, (1999) – “Food strategies of urban households in Côte d'Ivoire following the 1994 CFA franc devaluation”, *Food Policy*, Elsevier 24 : 479–493.

Akindès Francis, (2007) – « Pauvreté et construction des droits en Afrique », *West African Review*, n°10 (<http://www.westafricareview.com>).

Alwang Jeffrey, Siegel Paul B. and Jorgensen Steen L., (2001) – *Vulnerability : a view from different disciplines*, Social Protection Discussion Paper Series, n° 0115, 42 p.

Atkinson Sarah J. (1995) – “Approaches and Actors in Urban Food Security in Developing Countries”, *Habitat International* 19(2): 151-163.

Becquey Elodie et Martin-Prével Yves, (2008) – *Mesure de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain sahélien. Résultats de l'étude de Ouagadougou. Description et évaluation de deux outils de mesures de la vulnérabilité alimentaire*. CILSS-IRD-MAE, décembre 2008, 16 p.

Birkmann Joern, (2007) – “Risk and vulnerability indicators at different scales: Applicability, usefulness and policy implications”, *Environmental Hazards* 7 : 20–31.

Briand Virginie, (2007) – *Manger au quotidien: la vulnérabilité des familles urbaines en Afrique* Paris, Karthala, 260 p.

Brooks Nick, Adger W. Neil, Kelly P. Mick, (2005) – “The determinants of vulnerability and adaptive capacity at the national level and the implications for adaptation”, *Global Environmental Change* , 15,(151–163).

Brunel Olivier, (2005) – « Proposition et validation d'une échelle de perception de l'incertitude alimentaire », Actes du XXI^e Congrès AFM – 18-20 mai 2005 – Nancy, Institut de Recherche en Gestion, Université Paris 12, 40 p.

Camara Oumou M., (2004) – *The impact of seasonal changes in real incomes and relative prices on households' consumption patterns in Bamako (Mali)*, Doctor of Philosophy, Michigan state University, 206 p.

Dilley Maxx, Boudreau Tanya E. (2001) – "Coming to terms with vulnerability: a critique of the food security definition", *Food Policy* 26: 229–247.

Janin Pierre, (2009a) – « Les émeutes de la faim : une lecture (géo-politique) du changement (social) », *Politique étrangère*, n° 2, juin 2009, 12 p.

Janin Pierre, (2009b) – « La complexité du risque d'insécurité alimentaire en milieu sahélien » Paris, Armand Colin, *Les Annales de géographie*, n° 667, juillet-août 2009 (à paraître).

Janin Pierre, (2008a) – *L'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : cadres politiques et options techniques pour l'action*, 32 p. IRD-Dakar.

Janin Pierre, (2008b) – *La micro-géopolitique de l'accès aux ressources : nouvelle dimension exploratoire de l'insécurité alimentaire*, Colloque International de géographie politique *L'Espace politique : concepts et échelles* (2-4 avril 2008, Reims), Université de Reims Champagne-Ardennes, 13 p.

Janin Pierre, (2001) – « Une géographie sociale de la rue africaine », *Politique africaine*, 82 : 177-189.

Janin Pierre et Giblin Béatrice (éds.), (2008) – *Les enjeux de la crise alimentaire mondiale*, Paris, La Découverte, *Hérodote*, n° 131, décembre 2008, 206 p.

Janin Pierre et Suremain Charles.-Edouard. (éds.), (2005) – *La question alimentaire en Afrique : risque et politisation*, Paris, puf, *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 2005, 184(727-859).

Manyena Siambabala Bernard (2006) – "The concept of resilience revisited", *Disasters*, 2006, 30(4): 433–450.

Marie Alain (2008) - "De la pauvreté à Bamako: une perspective anthropologique" : 109-153, in : Janin Pierre (coord.), *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali: dispositifs, discours, représentations et mises en scène*, rapport final ACI CIRAD-IEDES-IRD « Acteurs stratégiques, cadres normatifs de l'action et régulations des politiques alimentaires au Sahel », novembre 2008, ANR, 287 pages.

Maxwell, Daniel, (1996) – "Measuring food insecurity: the frequency and severity of coping strategies", *Food Policy* 21 (3): 291–303.

Maxwell, Daniel, (1999) – "The Political Economy of Urban Food Security in Sub-Saharan Africa", *World Development* 27(11): 1939-1953.

Maxwell Daniel, Ahiadeke Clement, Levin Carol, Armar-Klemesu Margaret, Zakariah Sawudatu, Lamptey Grace Mary, (1999) – "Alternative food-security indicators: revisiting the frequency and severity of coping strategies", *Food Policy* 24(4): 411–429.

Maxwell Simon, (1996) – "Food security: a post-modern perspective", *Food Policy*, Elsevier, 21(2): 155-170.

Moser C, (1998) "The Asset Vulnerability Framework: Reassessing UrbanPoverty Reduction Strategies", *World Development* 26 (1): 1-19.

Ouedraogo François, (2008) Ouedraogo F. de Ch., 2008, « Vie chère : les causes apparentes et cachées », Le Faso.net, 29 avril 2008.

Polsky Colin, Neff Rob, Yarnal Brent, (2007) – "Building comparable global change vulnerability assessments: The vulnerability scoping diagram", *Global Environmental Change* 17 : 472–485.

Timmer C. Peter, (2000) – "The macro dimensions of food security: economic growth, equitable distribution, and food price stability", *Food Policy* 25 : 283–295.